

été déclarées aptes à servir avec l'obligation d'accomplir plus de jours de service militaire que si elles avaient gardé leur ancien statut. Tous ces militaires ont-ils eu la possibilité de demander un nouvel examen en CVS (commission de visite sanitaire) et, si ce n'est pas le cas, le Conseil fédéral ne juge-t-il pas judicieux que cette possibilité soit offerte à tous?

Réponse écrite du Conseil fédéral

Sur les 90 000 militaires du service complémentaire, 60 000 étaient incorporés dans des unités ou des états-majors. Ce sont ceux-ci qui ont été déclarés aptes au service en date du 1er janvier 1991 sur la base de la révision partielle de l'organisation militaire. Seuls ces militaires-là sont concernés par la question de M. Aguet.

Les militaires en question exercent les mêmes fonctions que jusqu'ici (par exemple, aides de cuisine, ordonnances de bureau, dessinateurs, chauffeurs, etc.) et n'auront pas à satisfaire à des exigences accrues après leur nouvelle incorporation. Il en résulte qu'un examen médico-militaire ne s'imposait pas.

Comme tous les militaires, ils ont la possibilité de demander en tout temps une appréciation de leur aptitude au service. Les décisions de cette nature sont sujettes à recours.

Les militaires du service complémentaire ont reçu une circulaire de l'Office fédéral des affaires sanitaires lors de leur incorporation au titre de militaire apte au service, dans laquelle ils ont été informés de leurs droits en matière de recours et de révision.

L'examen des recours déposés contre la déclaration d'aptitude au service suit son cours normal.

Frage 82:

Büttiker. Neuregelung für Instruktionkorps unbefriedigend

Corps des instructeurs. Nouveau statut peu satisfaisant

Per 1. Januar 1991 sind eine neue Verordnung über das Instruktionkorps und eine neue Instruktionen-Verordnung des EMD in Kraft getreten. Leider bringen diese Erlasse nicht die erhofften Verbesserungen für das Instruktionkorps.

Wie will der Bundesrat das Instruktionenproblem qualitativ und quantitativ endlich lösen, wenn die neuen Regelungen auch weiterhin das Ansehen, die Behandlung, die Besoldung und die Entschädigungen der Instruktionen überhaupt nicht verbessern?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Der Bundesrat behauptet nicht, mit der neuen Verordnung über das Instruktionkorps das Instruktionenproblem schlechthin gelöst zu haben. Im Rahmen des überhaupt Machbaren und politisch Möglichen ist aber eine wichtige Etappe zurückgelegt worden. Entgegen den Befürchtungen von Herrn Nationalrat Büttiker schafft die neue Verordnung sehr wohl Voraussetzungen für die Besserstellung der Instruktionen. Namentlich wurden

- als Kernpunkt der Verordnung die Grundlagen für eine moderne Personalführung geschaffen,
- Anträge der Arbeitsgruppe Instruktionenberuf (Nationalrat Hess) realisiert,
- die gewandelten Wertvorstellungen, vor allem im Verhältnis des Instrukteurs zu seiner Familie, berücksichtigt,
- zivilstandsunabhängige Regelungen getroffen,
- das Dienstrecht vereinheitlicht und eine gradunabhängige Pensionierungsregelung eingeführt und nicht zuletzt
- der administrative Bereich und das Vergütungswesen vereinfacht.

Die neue Verordnung verursacht 5,3 Millionen Franken Mehrkosten pro Jahr. Das entspricht 2,5 Lohnprozenten oder durchschnittlich 3000 Franken steuerfreie Mehreinnahmen aus Vergütungen für jeden Instruktor.

Zusammen mit den Anstrengungen zur Verbesserung des Aus- und Weiterbildungsangebots für Instruktionen erwartet der Bundesrat deshalb von der neuen Verordnung wichtige positive Impulse.

88.039

Bund und Kantone. Aufgabenteilung. Zweites Paket Confédération et cantons. Répartition des tâches. Second train de mesures

Differenzen – Divergences

Siehe Jahrgang 1990, Seite 1798 – Voir année 1991, page 1798

Beschluss des Ständerates vom 4. März 1991
Décision du Conseil des Etats du 4 mars 1991

Kategorie IV, Art. 68 GRN – Catégorie IV, art. 68 RCN

4. Bundesgesetz über die Invalidenversicherung (IVG) (3. IV-Revision) 4. Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) (3e révision de l'AI)

Art. 54 Abs. 3

*Antrag der Kommission
Festhalten*

Art. 54 al. 3

*Proposition de la commission
Maintenir*

M. Matthey, rapporteur: La révision de l'assurance-invalidité fait donc partie de ce deuxième paquet de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Il reste trois divergences entre le Conseil des Etats et notre conseil aux articles 54 et 64.

En ce qui concerne l'article 54, la commission de votre conseil, à l'unanimité, vous propose de maintenir la décision du Conseil national, à savoir de biffer l'article 54, alinéa 3, qui a été inscrit par le Conseil des Etats, et cela pour les raisons suivantes: la commission du Conseil national, suivie par la suite par votre conseil, a craint que l'indépendance de l'Office AI ne soit mis en cause précisément par l'adjonction de l'alinéa 3 de cet article 54.

Lors des débats au Conseil des Etats, il s'est avéré que ce conseil souhaitait, surtout pour les petits cantons, qu'il puisse y avoir dans la même personne qui dirige l'Office AI et la Caisse cantonale de compensation, une «Personalunion» comme on appelle cela en allemand.

La commission du Conseil national peut donner l'assurance au Conseil des Etats que, dans l'esprit de nos interventions, nous pouvons admettre que pour les petits cantons il y ait cette «Personalunion», encore que notre commission préfère qu'il y ait une collaboration entre les petits cantons plutôt qu'une fusion dans la même personne de la direction d'un office AI et de la Caisse cantonale de compensation.

En revanche, et nous voulons reprendre ici le contenu du rapport du Conseil fédéral, l'Office AI doit rester indépendant, mais cette autonomie doit être précisée. Nous aimerions en particulier que le chef du département nous confirme que l'indépendance de l'Office AI est maintenue, qu'il n'y a pas subordination de l'Office AI à la Caisse cantonale de compensation, même si le ou la responsable de ces deux offices est une seule et même personne.

C'est à ces conditions que la commission du Conseil national vous invite à maintenir notre position. En effet, il ne faut pas oublier qu'on demande des compétences différentes à ceux qui participent à la gestion de la Caisse cantonale de compensation et à ceux qui gèrent un office cantonal AI. En résumé, nous sommes d'accord avec la «Personalunion» demandée par le Conseil des Etats pour les petits cantons, mais nous exigeons qu'il n'y ait pas subordination de l'Office AI à la Caisse cantonale de compensation.

Büttiker, Berichterstatter: Bei Artikel 54 Absatz 3 geht es um die administrative Führung der IV-Stellen durch die Ausgleichskassen. Vor allem im Interesse der kleinen Kantone möchte der Ständerat diese Möglichkeit offenhalten. Die Nationalratskommission ist aber einstimmig der Meinung, am Beschluss des Nationalrates sei festzuhalten. Denn die Ausgleichskassen sind reine Girozentralen, und das erforderliche Fachwissen ist dort nicht vorhanden. Eine IV-Stelle muss aber über Fachkräfte verfügen und deshalb von der Ausgleichskasse getrennt und unabhängig sein. Zudem besteht für die Kantone die Möglichkeit, in dieser Sache Zweckverbände zu bilden.

Hingegen ist die Kommission im Sinne eines Entgegenkommens gegenüber dem Ständerat der Auffassung, dass eine Personalunion bei der Leitung von Ausgleichskasse und IV-Stelle möglich sein soll. Von Herrn Bundesrat Koller wird eine entsprechende Erklärung erwartet. Ergänzt durch diese Erklärung beantragt Ihnen die Kommission Festhalten am Beschluss des Nationalrates.

Bundesrat **Koller**: Es besteht bei Artikel 54 tatsächlich nur noch ein scheinbarer Dissens zwischen den beiden Räten, indem nämlich im Ständerat unsicher war, ob auch der Nationalrat dem Prinzip der Personalunion des Vorstehers der IV-Stelle und der Ausgleichskasse zustimme oder nicht. Hierfür besteht vor allem in kleinen Kantonen ein Bedürfnis. Ich kann für die Materialien ausdrücklich erklären, dass gemäss Botschaft und Gesetz in kleineren Kantonen, wo dies zweckmässig erscheint, der Leiter der Ausgleichskasse mit dem Leiter der IV-Stelle identisch sein kann und dass demzufolge eine entsprechende Personalunion möglich ist. Auf der anderen Seite ist ebenso klar, dass die fachliche Aufsicht gegenüber der IV-Stelle dem Bund, und zwar insbesondere dem Bundesamt für Sozialversicherung, zusteht. IV-Stellen sollen nach Gesetz auch unabhängig von den Ausgleichskassen entscheiden, sind aber zur Zusammenarbeit mit den Ausgleichskassen verpflichtet. Damit haben wir nach beiden Seiten mögliche Missverständnisse ausgeräumt, und der Ständerat wird dann bereit sein, auf den Absatz 3 von Artikel 54 zu verzichten.

Angenommen – Adopté

Art. 64 Abs. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 64 al. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

M. **Matthey**, rapporteur: Avec la même unanimité, la commission vous propose de vous rallier à la position du Conseil des Etats à l'article 64 et donc de biffer les alinéas 1 et 2.

Dans la position de la commission, que nous avons soumise à votre approbation dans le premier débat, nous nous étions préoccupés de l'application uniforme de la loi sur l'assurance-invalidité et surtout de la constitution de ses offices cantonaux. Il nous paraissait aussi nécessaire que les modifications successives qui allaient être apportées aux réglementations cantonales soient approuvées par la Confédération.

Nous voulons cependant bien nous rallier à la position du Conseil des Etats qui estime qu'il est suffisant que ces modifications soient soumises à la Confédération lors de la constitution des offices AI cantonaux et que l'on peut dispenser les cantons de présenter ultérieurement les modifications.

En ce qui concerne l'alinéa 2, nous aimerions aussi avoir une confirmation de la part du chef du Département fédéral de justice et police que, en ce qui concerne la formation du personnel et les directives d'exécution de la loi sur l'assurance-invalidité, ces dernières étant fixées par la Confédération, on peut poser des exigences uniformes et générales pour l'ensemble du pays, de telle façon que la formation de toutes les personnes chargées de l'exécution de l'assurance-invalidité puisse être assurée. Nous en voulons pour preuve l'article 72 de la loi sur l'assurance-invalidité, tel qu'il a été revu en 1986 et entré

en vigueur en 1987, qui précise que «le Conseil fédéral édicte les ordonnances nécessaires et peut charger l'office fédéral compétent de donner aux organes d'exécution de l'assurance des instructions garantissant une pratique uniforme». Nous voulons avoir la garantie du chef du département que ces ordonnances d'exécution concernent bien l'ensemble de la formation, que ce soit la formation de base ou la formation permanente du personnel chargé d'exécuter la loi sur l'assurance-invalidité. A partir de cette déclaration du chef du département, nous proposons le ralliement au Conseil des Etats en biffant les alinéas 1 et 2 que nous vous avons proposés à l'époque.

Büttiker, Berichterstatter: Bei Artikel 64 Absatz 1 und 2 geht es um die Genehmigung kantonaler Erlasse und die Aufsicht durch den Bund. Vor allem die Gewährleistung der Qualifikation des Personals der IV-Stellen hat hier zentrale Bedeutung. Trotzdem beantragt Ihnen die Kommission, sowohl bei Artikel 64 Absatz 1 als auch bei Artikel 64 Absatz 2 dem Streichungsantrag des Ständerates zu folgen. Bei Artikel 64 Absatz 1 liegt in der Fassung des Nationalrates ein Widerspruch zum Bundesgesetz über die Genehmigung kantonaler Erlasse vor, und auch Artikel 64 Absatz 2 kann gestrichen werden, weil Artikel 72 des Alters- und Hinterlassenenversicherungsgesetzes eine einheitliche Anwendung auch im Bereich der Invalidenversicherung sicherstellt sowie als gesetzliche Grundlage für Ausbildungsanforderungen vollauf genügt. Deshalb kann hier nach Meinung der einstimmigen Kommission bei beiden Absätzen dem Ständerat gefolgt werden.

Bundesrat **Koller**: Der Ständerat schlägt Ihnen vor, die Absätze 1 und 2 von Artikel 64 zu streichen, und ich bin Ihnen dankbar, wenn Sie diesem Vorschlag zustimmen und damit diese Differenz ausräumen. Der Ständerat will nämlich die Genehmigungspflichten wieder auf das kantonale Einführungsrecht reduzieren, indem er Absatz 1 streicht. Eine Konzentration der Genehmigung im Sinne des Ständerates entspricht den Zielen des eben in Kraft getretenen Bundesgesetzes über die Genehmigung kantonaler Erlasse. Dieses ist Bestandteil dieses zweiten Paketes der Aufgabenteilung.

Zuhanden der Materialien möchte ich ausdrücklich festhalten – das betrifft die Streichung von Absatz 2 –, dass Ausbildungsanforderungen durch den Bund zulässig sind. Dies ergibt sich aus Artikel 72 des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung, auf den Artikel 64 Absatz 3, der stehenbleibt, verweist. Danach übt der Bundesrat die Aufsicht über die Durchführung dieses Gesetzes aus. Er sorgt für eine einheitliche Anwendung der gesetzlichen Vorschriften auf dem ganzen Gebiete der Eidgenossenschaft. Er erlässt die notwendigen Verordnungen und kann das Bundesamt für Sozialversicherung beauftragen, den mit der Durchführung der Versicherung betrauten Stellen für den einheitlichen Vollzug Weisungen zu erteilen. Die Verordnungskompetenz des Bundesrates – das als abschliessende Klärung – ist ferner gegenständlich nicht eingegrenzt, sondern final umschrieben: «einheitliche Anwendung der gesetzlichen Vorschriften».

Damit sind alle Probleme aus dem Weg geräumt, und ich beantrage Ihnen – mit der Kommission – Zustimmung zum Ständerat.

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Bund und Kantone. Aufgabenteilung. Zweites Paket

Confédération et cantons. Répartition des tâches. Second train de mesures

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.039
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.03.1991 - 14:30
Date	
Data	
Seite	546-547
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 693

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.